

# Demandes prébudgétaires et préélectorales 2026

**Document détaillé**

Coalition Interjeunes





**Recherche, analyse  
et rédaction**

Simon Beaudin

**Design graphique**

Marlène-b.

Liste des acronymes	4
<b>Demande no 1 : S'engager à soutenir davantage les organismes d'ACA jeunesse</b>	<b>6</b>
1.1 Par le rehaussement du financement à la mission globale de 204 millions \$	6
1.2 Par l'indexation annuelle des subventions à la mission	7
1.3 Par le financement à la mission de 10 nouveaux organismes dans les deux prochaines années	8
1.4 Pourquoi financer les organismes d'ACA jeunesse?	8
1.4.1 Parce que l'ACA jeunesse est un filon essentiel du filet social	8
Notre impact	
1.4.2 Parce que le sous-financement à la mission a des conséquences graves	12
Des conditions salariales difficiles	
Nos travailleur-euses en situation de précarité	
Un important roulement de personnel et un recrutement difficile	
Des organismes qui doivent pallier par des financements précaires	
L'autonomie des organismes	

<b>Demande no 2 : S'engager à lutter contre la précarisation de la jeunesse</b>	<b>16</b>
<b>2.1 La faim qui progresse</b>	<b>16</b>
Piste de solution : l'alimentation scolaire	
<b>2.2 La crise du logement</b>	<b>17</b>
Pistes de solution : ce que les jeunes demandent en matière de logement	
Piste de solution : construire plus de logements sociaux	
<b>2.3 Crise de l'itinérance</b>	<b>19</b>
Pistes de solution : ce que les jeunes demandent en matière de lutte à la pauvreté	
Pistes de solution : les cibles prioritaires du Collectif pour un Québec sans pauvreté	
<b>2.4 Un contexte qui alimente la détresse</b>	<b>20</b>
<b>Demande no 3 : S'engager à lutter contre la montée de l'intolérance</b>	<b>21</b>
<b>3.1 Les crimes haineux en hausse</b>	<b>21</b>
<b>3.2 L'influence grandissante du masculinisme</b>	<b>21</b>
<b>3.3 Regain de l'homophobie et de la transphobie</b>	<b>22</b>
Pistes de solution : ce que les jeunes demandent en matière de diversité sexuelle et de genre	
<b>3.4 Un racisme de plus en plus décomplexé</b>	<b>23</b>
Coup d'œil sur l'immigration récente	
Pistes de solution : ce que les jeunes demandent en matière de diversité et d'inclusion	
<b>Annexe</b>	<b>26</b>
<b>Références</b>	<b>27</b>

# Liste des acronymes

<b>ACA</b>	Action communautaire autonome
<b>AGFGSQ</b>	Association Grands Frères Grandes Sœurs du Québec
<b>CPE</b>	Centre de la petite enfance
<b>CPNSSS</b>	Comité patronal de négociation du secteur de la santé et des services sociaux
<b>ETP</b>	Équivalent à temps plein
<b>FRAPRU</b>	Front d'action populaire en réaménagement urbain
<b>GCJ</b>	Grandes consultations jeunesse
<b>ICFC</b>	Indice des coûts de fonctionnement du communautaire
<b>IPC</b>	Indice des prix à la consommation
<b>ISQ</b>	Institut de la statistique du Québec
<b>LGBTQIA2S+</b>	Lesbiennes, Gais, Bisexuel·les, Transgenres, Queer, Intersexes, Asexuel·les, Agenres et Bis-spirituel·les
<b>MEQ</b>	Ministère de l'Éducation du Québec
<b>MPC</b>	Mesure du panier de consommation
<b>MSSS</b>	Ministère de la Santé et des Services sociaux
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>OBNL</b>	Organisme à but non lucratif
<b>PAE</b>	Programme d'aide aux employé·es
<b>PACTE</b>	Programme d'action communautaire sur le terrain de l'Éducation
<b>PSOC</b>	Programme de soutien aux organismes communautaires
<b>RCLALQ</b>	Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec
<b>RACQ</b>	Regroupement des Auberges du cœur du Québec
<b>RERAQ</b>	Regroupement des écoles de rue autonomes du Québec
<b>RMJQ</b>	Regroupement des maisons des jeunes du Québec
<b>ROCAJQ</b>	Regroupement des organismes communautaires jeunesse du Québec
<b>ROCLD</b>	Regroupement des organismes communautaires québécois de lutte au décrochage
<b>ROCQTR</b>	Regroupement des organismes communautaires pour le travail de rue
<b>RQ-ACA</b>	Réseau québécois de l'action communautaire autonome
<b>RQOH</b>	Réseau québécois des OSBL d'habitation
<b>TRPOCB</b>	Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles
<b>UQAM</b>	Université du Québec à Montréal





En vue du budget 2026-27 et des élections provinciales de 2026, la Coalition Interjeunes détaille ses demandes dans deux documents distincts : un document synthèse destiné aux responsables politiques des dossiers jeunesse et le présent document qui présente le détail de ces demandes. Ce document est d'abord destiné aux regroupements membres d'Interjeunes pour faciliter l'appropriation des demandes budgétaires et électorales et les soutenir dans leur travail de représentation politique. Les données et l'argumentaire qu'il contient peuvent alimenter les regroupements d'action communautaire autonome (ACA) jeunesse dans la rédaction de leur mémoire prébudgétaire ou de sorties médias. Ce document est également destiné à quiconque souhaite en apprendre plus sur la Coalition Interjeunes et ses demandes politiques pour la jeunesse.



## **Demande** **1** S'engager à soutenir davantage les organismes d'ACA jeunesse...

### **1.1 Par le rehaussement du financement à la mission globale de 204 millions \$**

*Pour consolider les organismes d'ACA jeunesse et le soutien aux jeunes partout au Québec*

#### **Rehaussement demandé**

- **187 136 624 \$** pour 330 organismes au PSOC (Santé et Services sociaux)
- **17 239 154 \$** pour 70 organismes au PACTE (Éducation)

Bien qu'ils profitent du soutien de l'État, le financement à la mission actuel représente seulement **31 % des besoins financiers des organismes jeunesse.**

## Données et besoins de financement détaillés<sup>1-2</sup>

Secteur	Rehaussement demandé	Besoins	Financement mission actuel	% besoins couverts	Enveloppe
Auberges du cœur	33 000 000 \$	52 354 148 \$	19 354 148 \$	37 %	PSOC
Maisons des jeunes	139 597 410 \$	186 123 374 \$	46 525 964 \$	25 %	
Travail de rue	14 539 214 \$	25 047 000 \$	10 507 786 \$	42 %	
École de la rue	1 269 369 \$	3 543 496 \$	2 274 127 \$	64 %	PACTE
Lutte au décrochage	15 969 785 \$	27 755 054 \$	11 785 269 \$	42 %	
<b>TOTAL</b>	<b>204 375 778 \$</b>	<b>294 823 072 \$</b>	<b>90 447 294 \$</b>	<b>31 %</b>	

## 1.2 Par l'indexation annuelle des subventions à la mission

*Pour maintenir le financement et la capacité d'action des organismes*

### Indexation demandée

- Utiliser l'indice des coûts de fonctionnement du communautaire (ICFC) au PSOC
- Inscire l'indexation des subventions à la mission aux normes du PACTE

**PSOC** : Le Regroupement des Auberges du cœur du Québec (RACQ), le Regroupement des maisons des jeunes du Québec (RMJQ), le ROCAJQ et le Regroupement des organismes communautaires pour le travail de rue (ROCQTR) portent la revendication de la campagne CA\$\$\$H et demandent l'application de l'ICFC développé par la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (TRPOCB) avec des professeurs de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM.

L'Indice des prix à la consommation (IPC) utilisé par le gouvernement pour indexer les subventions à la mission est basé sur le panier de consommation des ménages. De son côté, l'ICFC est un indicateur qui est adapté aux coûts de fonctionnement d'un organisme communautaire autonome en santé et services sociaux. En 2026-27, l'ICFC est de 4% alors que l'IPC utilisé pour indexer les subventions au PSOC est de 2,1 %.<sup>58</sup>

**PACTE** : L'application de l'indexation est menacée. Le ministère refuse d'inscrire explicitement le principe de l'indexation aux normes du programme.

1 Voir l'ANNEXE 1 pour plus de détail sur le calcul des demandes financières.

2 Prendre note que ces données ne sont pas complètes et qu'il nous manque à ce jour les données financières de 45 organismes, soit les 12 organismes membres de l'Association Grands Frères et Grandes Sœurs du Québec (AGFGSQ) et plus de 30 organismes exclusivement membres du Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec (ROCAJQ).

## 1.3 Par le financement à la mission de 10 nouveaux organismes jeunesse dans les deux prochaines années

*Pour pérenniser les nouveaux organismes et répondre aux besoins émergents des jeunes*

Il peut être très difficile, voire impossible pour un nouvel organisme de développer et de maintenir ses activités dans le temps sans financement à la mission globale. Les regroupements membres d'Interjeunes sont déjà en lien avec une dizaine d'organismes d'ACA jeunesse en développement qui vont avoir besoin d'un premier financement à la mission globale au courant des deux prochaines années pour être en mesure de poursuivre leurs activités, soit :

- 4 auberges du cœur;
- 5 écoles de la rue;
- 1 organisme de lutte au décrochage.

Ce nombre n'inclut pas les nouveaux organismes qu'on ne connaît pas encore. On peut donc s'attendre à ce qu'il y en ait plus.

## 1.4 Pourquoi financer les organismes d'ACA jeunesse?

### 1.4.1 Parce que l'ACA jeunesse est un filon essentiel du filet social

La Coalition Interjeunes rassemble **450 organismes jeunesse** répartis dans les **17 régions** administratives du Québec. Nous sommes **le plus grand réseau d'organismes communautaires jeunesse au Québec**. Avec une moyenne de **35 années d'expérience sur le terrain**, ces organismes démontrent une compréhension approfondie et actuelle des réalités de leur milieu, enrichie par des décennies d'engagement. Leurs actions rejoignent annuellement **plus de 280 000 jeunes**, principalement âgés de 12 à 30 ans. On estime à **3 600 le nombre de personnes** qui travaillent dans les organismes d'ACA jeunesse.

Les organismes d'ACA jeunesse offrent une alternative pour les jeunes aux services publics qui leur sont parfois mal adaptés, inexistantes ou inaccessibles. Tout en leur étant alternatifs, les organismes d'ACA collaborent largement avec ces derniers : 93 % des organismes ont des partenariats établis avec le milieu de la santé et 90 % avec les écoles de leur communauté.

Vous trouverez ici des données détaillées sur l'impact des organismes d'ACA jeunesse liée à leurs six champs d'action principaux. Ces données sont tirées des rapports d'impacts réalisés à Interjeunes PAR, POUR et AVEC le milieu communautaire jeunesse entre 2021 et 2023. Pour accéder aux rapports complets de l'étude : [interjeunes.org/etude-dimpact](https://interjeunes.org/etude-dimpact)



## Notre impact

**84 %** des jeunes affirment qu'ils peuvent **toujours trouver de l'aide** à leur organisme s'ils en ont besoin.

**91 %** des jeunes disent avoir un **niveau de confiance élevé** envers leurs intervenant·es.

**76 %** des jeunes disent que leur organisme est **toujours accueillant**.

Beaucoup de jeunes ont affirmé ne pas avoir réussi à obtenir de l'aide à l'école ou dans les services de la santé parce que personne ne prenait le temps de comprendre les enjeux qu'elles et ils vivent.



### Tissu Social

**88 %** des ancien·nes ont affirmé que leur organisme leur avait permis de **se sentir accepté·es**.

**70 %** des jeunes disent que l'organisme les aide à avoir de **meilleures relations** avec les autres.

**82 %** des ancien·nes disent avoir développé un **cercle social** grâce à leur organisme.

**87 %** des ancien·nes disent que fréquenter un organisme les a rendu·es **plus tolérant·es** aux autres et à la différence.





### Conditions socioéconomiques

Dans **30 %** des organismes, les jeunes disent toujours **se sentir exclu-es** de la société et vivre de l'isolement social.

**43 %** des organismes estiment que plus de la moitié de leurs jeunes **ne mangent pas à leur faim**.

**88 %** des organismes voient des jeunes qui vivent de **l'instabilité résidentielle** et **49 %** sont en lien avec des jeunes qui vivent ou qui ont vécu des épisodes **d'itinérance visible ou caché**.

**67 %** des jeunes et **84 %** des ancien·nes affirment avoir développé leur **confiance** en elles grâce à un organisme.

**82 %** des ancien·nes sondé(e)s sont d'avis que l'organisme qu'ils et elles ont fréquenté leur a permis de développer leur **estime personnelle**.



### Santé

**94 %** des organismes font des **activités de prévention et de sensibilisation**.

**38 %** des organismes doivent souvent **aider les jeunes à faire des démarches** avec le réseau de la santé.

**73 %** des ancien·nes affirment que fréquenter un organisme leur a permis de développer de **meilleures habitudes de vie**.

**78 %** des ancien·es affirment que fréquenter un organisme les a aidé·es à adopter des **comportements plus sécuritaires**.

## Réussite éducative

**60 %** des organismes offrent du **soutien scolaire**.

**57 %** des ancien·nes disent s'être **amélioré à l'école** grâce à l'organisme qu'ils et elles fréquentent.

**88 %** des ancien·nes ayant fréquenté un organisme de lutte au décrochage ou une école de la rue disent s'être **amélioré à l'école** grâce à leur organisme.

**94 %** des jeunes fréquentant un organisme de lutte au décrochage ou une école de la rue affirment que **poursuivre leur scolarité** est facilité par l'organisme.



## Loisirs et culture

**80 %** des organismes proposent des **activités de loisir et de sport**.

**69 %** des jeunes rencontrés ont **essayé pour la première fois** en organisme une activité culturelle, de loisir ou de sport.

**85 %** des ancien·nes ont affirmé avoir **développé des intérêts ou des passions** en fréquentant un organisme.

**60 %** des ancien·nes **pratiquent toujours** des activités découvertes grâce à un organisme.





## Participation citoyenne

**82 %** des organismes organisent des **activités pour que les jeunes puissent s'impliquer** dans leur communauté.

**73 %** des organismes ont des **jeunes sur leur conseil d'administration**.

**90 %** des ancien·nes disent que fréquenter l'organisme les a aidés à **prendre la parole et à exprimer leurs idées et leurs opinions**.

**91 %** des ancien·nes disent que fréquenter un organisme leur a permis de **devenir plus engagé·es** socialement.

**90 %** des ancien·nes disent être **plus impliqué·es dans leur communauté** grâce à leur organisme.

### 1.4.2 Parce que le sous-financement à la mission a des conséquences graves

Le succès des organismes repose d'abord sur leurs intervenant·es : leur approche, leur disponibilité, leur écoute et le lien de confiance qu'ils et elles arrivent à tisser avec les jeunes. Malheureusement, ce sont les premiers à faire les frais du sous-financement à la mission.

Cette section présente des extraits et des données issues de la recherche *Connaitre, reconnaître et valoriser les métiers d'ACA jeunesse*, réalisée par Interjeunes de 2023 à 2025. Pour accéder aux rapports complets : <https://interjeunes.org/connaitre-reconnaitre-et-valorier-les-metiers-daca-jeunesse/>



## Des conditions salariales difficiles

Le travail communautaire reste trop souvent perçu comme du « cheap labor » accompli par une main-d'œuvre peu qualifiée ou « de vocation », ce qui freine sa reconnaissance et influence les décisions des CA et des bailleurs de fonds.

Les intervenant·es en ACA jeunesse gagnent en moyenne 24,43 \$/h (médiane de 22,50 \$), soit bien en deçà du salaire horaire moyen québécois de 32,94 \$/h observé en 2024 chez les employé·es non syndiqué·es.<sup>54</sup> Chez les 25-30 ans, les jeunes qui travaillent en ACA jeunesse gagnent en moyenne 5,98 \$ de l'heure de moins que la moyenne canadienne pour ce groupe d'âge.<sup>28</sup> Pourtant, 81 % des intervenant·es dans nos organismes possèdent une formation postsecondaire, majoritairement dans les domaines du travail social, de l'éducation spécialisée et de l'intervention. Les comparaisons avec le secteur public montrent un écart flagrant de valorisation financière entre le milieu communautaire et le secteur public, malgré des compétences souvent similaires et des responsabilités équivalentes. En 2024-2025 l'échelon de départ pour un·e technicien·ne en travail social ou un·e éducateur·rice spécialisé·e dans le secteur public était de 27,01 \$, et pouvait atteindre jusqu'à 38,87 \$ au dernier échelon. Pour les travailleur·euses sociaux, les salaires variaient entre 29,50 \$ et 52,28 \$.<sup>16</sup>

### Salaires horaires moyens

**Intervenant·es dans  
l'ACA jeunesse**

**24,43 \$**

(Médiane de 22,50 \$)

**Employé·es non  
syndiqué·es au Québec**

**32,94 \$**



### Salaires dans le secteur public

**Éducateur·rices  
spécialisé·es et  
technicien·nes  
en travail social**

**27,01 \$ à 38,87 \$**

**Travailleur·euses sociaux**

**29,50 \$ à 52,28 \$**

Du côté des avantages sociaux, 47,9 % des travailleur·euses en ACA jeunesse déclarent bénéficier d'un régime de retraite, 54,9 % ont accès à des assurances collectives et seulement 36,3 % disposent d'un programme d'aide aux employé·es (PAE).

74 % des travailleur·euses dans l'ACA jeunesse s'identifient au genre féminin. Le manque de valorisation des métiers dans nos organismes s'inscrit plus largement dans le manque de reconnaissance des métiers du *secteur du soin*, historiquement occupés par des femmes.

Plus de la moitié des directions (53 %) estiment que les salaires offerts dans leur organisme sont peu satisfaisants (42 %) ou pas du tout satisfaisants (11 %). Du côté des intervenant·es, plus de la moitié se disent préoccupées par leur salaire, et 21 % se disent même « très préoccupé·e ».

## Nos travailleur·euses en situation de précarité

Le retard dans les conditions salariales affecte directement les conditions de vie des travailleur·euses dans nos organismes :

- **43 %** des intervenant·es considèrent que leur emploi les place en **situation de précarité financière**.
- **1/3** des intervenant·es **occupe un ou plusieurs autres emplois** pour compléter son revenu.
- **62 %** des travailleur·euses en ACA jeunesse consacrent **30 % ou plus de leur revenu au logement**.
- **45 %** des intervenant·es ont dû **renoncer à des dépenses essentielles dans la dernière année**. **76 %** ont réduit ou abandonné des loisirs et activités sociales : restaurant, cinéma, sport, voyages.
- **25 %** des travailleur·euses se disent **incapables de couvrir leurs besoins de base**. **11 %** ont eu recours à une **banque alimentaire** dans la dernière année.
- Seulement **11 %** des travailleur·euses pourraient **subvenir à leurs besoins plus de 3 mois** si elles ou ils perdaient leur revenu principal. **31 %** ne pourraient subvenir à leurs besoins **plus de 2 semaines**.
- **29 %** des travailleur·euses déclarent qu'elles ou ils ne pourraient pas **quitter leur situation de vie actuelle** (relation, colocation, domicile familial) pour des raisons financières.

## Un important roulement de personnel et un recrutement difficile

Les bas salaires et l'accès inégal aux avantages sociaux entraînent un important roulement de personnel, surtout chez les intervenant·es :

- **80 %** quittent leur organisme avant d'atteindre cinq ans d'ancienneté.
- Plus de la moitié (**57 %**) sont en poste depuis moins de deux ans.
- Un quart (**27 %**) sont en poste depuis moins d'un an seulement.

Les chiffres sont encore plus alarmants du côté des intervenant·es à temps partiel : **38 %** sont en poste depuis moins d'un an et **74 %** depuis 2 ans et moins. Les emplois à temps partiel représentent **16 %** des postes d'intervention dans nos organismes.

Cela implique pour les organismes d'avoir à investir beaucoup de temps et de ressources pour sans cesse recruter, intégrer et former des recrues qu'on risque de perdre au profit de milieux offrant de meilleures conditions. En 2023, **71 %** des organismes déclaraient avoir perdu des employés au cours de la dernière année, principalement pour des raisons financières (**46 %**). De plus, **40 %** mentionnaient ne pas avoir réussi à combler certains postes vacants, faute de candidatures.

## Des organismes qui doivent pallier par des financements précaires

Pour pallier le sous-financement, les organismes doivent se tourner vers des financements par projet et vers des fondations.

- Ces financements sont **précaires** : leur durée est limitée et leur reconduction est incertaine. Elle repose sur le bon vouloir du bailleur de fonds et sur la disponibilité des fonds.
- Ils génèrent **énormément de travail supplémentaire** : surcharge administrative (formulaires, redditions de comptes, etc.) et obligation de réinventer continuellement ses activités alors que sa mission principale est sous-financée. Toutes ces tâches administratives représentent autant de temps grugé à la mission des organismes jeunesse et qui n'est pas consacré à l'intervention pour les jeunes.
- Ils **menacent l'autonomie** des organismes. Les financements par projet et philanthropiques sont attachés à des objectifs spécifiques définis par les bailleurs de fonds. Les organismes se trouvent souvent contraints d'orienter leurs actions en fonction de ces objectifs au détriment de leur mission première.

### L'autonomie des organismes

Quand on parle d'autonomie des organismes d'ACA, on fait référence au « pouvoir de déterminer ses fondements [sa mission], ses pratiques, son financement, sa gestion, son action politique et ses alliances en fonction des besoins et des réalités de ses membres et de sa communauté. »<sup>43</sup> L'autonomie c'est l'ingrédient essentiel des organismes d'ACA jeunesse. C'est ce qui garantit la souplesse et la liberté d'intervention nécessaires pour s'adapter aux besoins des jeunes et répondre à ceux-ci de manière adéquate et innovante.

Par sa *Politique de reconnaissance de l'action communautaire* adoptée en 2001, l'État québécois reconnaît explicitement l'autonomie des organismes d'ACA et s'est engagé à respecter cette dernière.



# Demande 2

## S'engager à lutter contre la précarisation de la jeunesse

La Coalition demande au gouvernement et aux partis politiques québécois de **lutter contre la précarisation de la jeunesse (insécurité alimentaire, crise du logement, problèmes sociaux) et de mettre en place des mesures structurantes à cet effet.**

Les phénomènes liés de l'augmentation du coût de la vie plus rapide que la progression des revenus, de l'insécurité alimentaire, de la crise du logement et de la crise de l'itinérance ont pour effet de précariser la jeunesse. Cette précarisation alimente un ensemble de problèmes sociaux vécus par les jeunes, comme la détresse, les problèmes de santé mentale, l'échec scolaire, le décrochage, la consommation, la violence ou encore la criminalité.

Pour les deuxièmes et troisièmes demandes, plutôt que de chercher un engagement pour la mise en œuvre de mesures précises, nous souhaitons obtenir des partis politiques et du gouvernement un engagement plus large qui pourra servir de base à de futurs échanges. Vous trouverez néanmoins au fil des pages qui suivent des pistes d'action pour s'attaquer à la précarisation et à l'intolérance afin d'appuyer nos prises de position en ce sens.

### 2.1 La faim progresse



- L'IPC de l'alimentation a augmenté de **28,2 %** entre 2020 et 2025.<sup>3</sup>
- Selon les bilans-faim des banques alimentaires, **les dépannages alimentaires ont augmenté de 121 % au Québec entre 2019 et 2025.**<sup>36-37</sup> La moitié de ces dépannages sont destinés à des jeunes de moins de 30 ans.<sup>2</sup>
- Selon Statistiques Canada, **environ 25 % des jeunes de 18 à 34 ans ont vécu une situation d'insécurité alimentaire en 2023.**<sup>57</sup> Selon un sondage Léger réalisé pour la guignolée des médias en 2025, cette proportion atteint plutôt 49 %.<sup>35</sup>
- Selon les données de Statistique Canada, l'insécurité alimentaire a **progressé plus rapidement chez les jeunes** de 35 ans et moins que dans le reste de la population. De 2019 à 2023, elle a progressé d'environ 100 % chez les jeunes et de 37 % dans la population générale.<sup>57</sup>
- Le taux d'insécurité alimentaire au Québec chez les jeunes de 18 ans et moins demeure néanmoins le plus faible parmi les provinces canadiennes.<sup>57</sup>

## Pistes de solution → L'alimentation scolaire

- Bonifier les mesures d'aide alimentaire scolaire
- Mettre en place un programme d'alimentation scolaire universel, par exemple à partir du modèle du **Chantier pour un programme d'alimentation scolaire universel au Québec** (voir le **rapport Bien manger à l'école**)<sup>5</sup>

L'aide alimentaire scolaire est largement sous-financée au Québec. De 2017 à 2023, les mesures budgétaires des centres de services scolaires destinées à l'aide alimentaire ont connu une augmentation de 127 %. Toutefois, le Québec investit **67 millions \$ en aide alimentaire** dans les écoles primaires et secondaires (financement des écoles et des OBNL), soit seulement **0,38 \$ par jour par élève** ou **0,35 % du budget du ministère de l'Éducation (MEQ)**. En comparaison, la Finlande investit 6% de son budget en éducation pour l'alimentation scolaire.<sup>46</sup>

## 2.2 La crise du logement

- L'IPC du logement a augmenté de 31,4 % entre 2020 et 2025.<sup>3</sup> Entre 2020 et 2024, **l'augmentation des prix serait de 50 % pour les nouveaux loyers**, selon une étude du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ).<sup>50</sup>
- La hausse des prix du logement touche particulièrement les jeunes dans leur passage à la vie adulte.
- Selon les données de l'Institut de la statistique du Québec, **1/3 des ménages locataires québécois vivent dans un logement non acceptable** (trop cher, de mauvaise qualité ou trop petit).<sup>31</sup> Cela représente environ 500 000 ménages.<sup>29</sup>
- **Le nombre d'évictions frauduleuses a explosé** dans les dernières années (par exemple les « rénovictions »). Entre 2018-19 et 2024-25, le nombre d'audiences pour des reprises de logement au Tribunal administratif du logement (TAL) a pratiquement triplé, passant de 1 061 à 3 126.<sup>6</sup>



## Pistes de solution → Ce que les jeunes demandent<sup>12</sup>

Au fil des huit Grandes consultations jeunesse qui se sont tenues depuis 2015, voici ce que les jeunes qui fréquentent les organismes d'ACA jeunesse demandent aux décideur·euses en matière de logement :

- Offrir davantage d'hébergement pour les personnes sans-abris, pour les jeunes mères monoparentales et pour les jeunes en voie d'autonomisation.
- Augmenter l'offre de logements abordables pour les étudiant·es.
- Faire davantage de sensibilisation auprès des propriétaires pour diminuer la discrimination dans l'accès au logement.
- Avoir une plus grande tolérance envers les animaux dans les logements et les centres d'hébergement.
- Mettre en place un registre des loyers.
- Mieux réglementer les reprises de logement.

## Pistes de solution → Construire plus de logements sociaux

- Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et le Réseau québécois des OSBL d'habitation (RQOH) demandent de doubler l'offre de logements sociaux au Québec pour atteindre 20 % du parc immobilier.
- Le FRAPRU demande la réalisation d'au moins 10 000 logements sociaux par année jusqu'en 2040.

En 2024, le logement social représente environ 11 % du parc locatif (169 000 logements sociaux) et les expert·es s'entendent sur une proportion d'au moins 20 % pour que le logement social ait un impact stabilisateur sur les prix des loyers.<sup>4</sup>

Alors qu'il y a actuellement 10 000 logements sociaux en chantier au Québec, le FRAPRU demande au gouvernement de se doter d'une stratégie sur plusieurs années pour poursuivre ce rythme de construction.<sup>21</sup> À titre comparatif, entre 2016 et 2021, seulement 6 187 logements sociaux ont été livrés au Québec.<sup>22</sup>

## 2.3 La crise de l'itinérance

- Selon les données du recensement du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), **l'itinérance visible a augmenté de 44 % de 2018 à 2022**.<sup>42</sup> D'après les données recueillies :
  - **l'expulsion d'un loyer représentait le principal point de bascule vers la rue;**
  - 30 % des personnes en situation d'itinérance avaient déjà vécu un placement de la protection de la jeunesse.
- D'après les données du Bureau du coroner, un **nombre record de personnes (108) sont décédées dans la rue** en 2024.<sup>59</sup>



### Pistes de solution → Ce que les jeunes demandent<sup>12</sup>

Voici ce qu'au fil des GCJ les jeunes demandent aux décideur·euses en matière de lutte à la pauvreté :

- Augmenter le salaire minimum au-dessus du seuil de la pauvreté et l'indexer au coût de la vie.
- Instaurer un revenu minimum garanti.
- Indexer les prestations d'aide sociale au coût de la vie.
- Ne pas pénaliser les couples dans le calcul des prestations d'aide sociale.
- Offrir le transport en commun gratuit.

### Pistes de solution → Les cibles prioritaires du Collectif pour un Québec sans pauvreté<sup>13</sup>

- Le rehaussement des protections publiques pour **assurer à tou·tes un revenu au moins égal à la mesure du panier de consommation (MPC)**, soit 24 700\$ par année (2024).
- Un **salaire minimum** suffisant pour qu'une personne seule travaillant 35 heures par semaine puisse vivre hors de la pauvreté.
- La **réduction des inégalités socioéconomiques** entre les plus pauvres et les plus riches.
- La mise en place d'une **campagne sociétale** visant à changer les mentalités et à dissiper les mythes sur la pauvreté et les préjugés envers les personnes qui la vivent.
- L'amélioration continue de l'accès, sans discrimination, à des **services publics** universels et de qualité.

## 2.4 Un contexte qui alimente la détresse

L'augmentation du coût de la vie, l'insécurité alimentaire, la crise du logement et la crise de l'itinérance alimentent à leur tour un ensemble de problèmes sociaux vécus par les jeunes comme :



- **La détresse et les problèmes familiaux** → les signalements à la protection de la jeunesse ont augmenté de 20 % entre 2020 et 2025.<sup>38</sup>
- **Les problèmes de santé mentale** → selon les chiffres de l'ISQ, 41 % des jeunes d'âge secondaire se disent à un niveau élevé de détresse psychologique. La pauvreté est le premier facteur de la santé mentale et du bien-être.<sup>32</sup>
- **La consommation** → bien que le Québec soit relativement épargné à l'heure actuelle, une grave crise des opioïdes fait rage au Canada.<sup>26-27</sup> Entre 2019 et 2021, le quart des décès chez les jeunes de 20 à 39 ans au pays ont été causés par les opioïdes.<sup>39</sup>
- **Le décrochage** → le taux de décrochage a augmenté de 2,1 % entre 2015-16 et 2022-23, ce qui peut représenter jusqu'à 1 500 jeunes supplémentaires qui décrochent chaque année.<sup>41</sup> La pauvreté est le premier facteur du décrochage.
- **La violence et la criminalité** → les données sur la criminalité chez les jeunes montrent une légère hausse du taux de crimes dans les dernières années pour un retour à des niveaux prépandémique et une augmentation de la prévalence des crimes avec violence chez les jeunes.<sup>48</sup>

# Demande **3**

## S'engager à lutter contre la montée de l'intolérance

La Coalition demande au gouvernement et aux partis politiques québécois de **lutter contre la montée de l'intolérance envers les groupes sociaux minoritaires et les populations marginalisées et faire la promotion des valeurs démocratiques, de l'inclusion et des droits de la personne.**

Le Québec n'est pas imperméable à la remise en question des valeurs démocratiques d'inclusion et de vivre ensemble qui secouent les démocraties occidentales, et particulièrement les États-Unis. Au cours des dernières années, les crimes haineux ont pratiquement doublé au Québec, des figures du mouvement masculinistes gagnent en popularité auprès des jeunes hommes, l'homophobie et la transphobie ont gagné du terrain et la politisation de l'enjeu de l'immigration a laissé place à l'expression d'un racisme de plus en plus décomplexé dans la population.

### 3.1 Les crimes haineux en hausse

- Selon les données de Statistiques Canada, entre 2019 et 2024, **les crimes haineux déclarés par la police ont augmenté de 81 % au Québec** (c. +150 % ailleurs au Canada).<sup>56</sup> Les motifs en cause à l'échelle canadienne sont la race ou l'origine ethnique, l'orientation sexuelle et la religion.<sup>55</sup>
- Le Québec demeure sous la moyenne canadienne en matière de prévalence des crimes haineux.<sup>56</sup>

### 3.2 L'influence grandissante du masculinisme

- Alors que les attitudes positives à l'égard du féminisme progressent dans la société en générale, le masculinisme et l'antiféminisme progressent chez les jeunes hommes, particulièrement chez ceux de la génération Z.<sup>33</sup> Les jeunes sont principalement exposés sur les réseaux sociaux où ont gagné en popularité des influenceurs masculinistes et antiféministes (« mâles alpha », incel, etc.).
- Selon un sondage Léger de 2023, 20 % des jeunes hommes québécois de 18-34 ans croient que « le féminisme est une stratégie pour permettre aux femmes de contrôler la société ». <sup>52</sup>
- Au Canada, 64 % des jeunes hommes de 18-24 ans se disent en accord avec l'énoncé suivant : « Si certains hommes restent longtemps célibataires alors qu'ils aimeraient être en couple, c'est parce que les femmes sont généralement trop superficielles et uniquement attirées par les hommes au physique parfait » (c. 34 % population de 18 et plus).<sup>17</sup>
- Selon une enquête Ipsos menée dans 30 pays<sup>33</sup>, les jeunes hommes de la génération Z à travers le monde sont plus susceptibles d'être en accord avec les idées suivantes :
  - « On est allé trop loin dans la promotion de l'égalité entre les sexes et on fait de la discrimination contre les hommes » (57 %),
  - « On en demande trop aux hommes pour soutenir l'égalité entre les sexes » (58 %),
  - « Un homme qui reste à la maison pour s'occuper de ses enfants est moins masculin » (28 %).

### 3.3 Regain de l'homophobie et de la transphobie

- Entre 2017 et 2025, **une proportion de plus en plus grande de jeunes d'âge secondaire se disent mal à l'aise avec l'homosexualité.**<sup>7-34</sup> Voici, par exemple, les proportions de jeunes se disant mal à l'aise avec l'orientation sexuelle de :
  - une meilleure amie lesbienne : 33,8 % (+122 %);
  - un meilleur ami gai : 40,4 % (+64 %);
  - un couple de pères homosexuels : 24 % (+140 %);
  - un couple de mères homosexuelles : 21 % (+200 %).
- La montée de l'homophobie et la transphobie a été alimentée par une série de **controverses moussées dans les médias** (*drag queens* dans les bibliothèques, transition de genre chez les jeunes, etc.).<sup>8</sup>
- Plusieurs décisions du gouvernement ont représenté des **reculs pour les jeunes de la communauté LGBTQIA2S+**. Par exemple, la formation d'un comité des sages sans représentation des personnes concernées (2023), l'interdiction des toilettes mixtes dans les écoles (2024) ou encore l'interdiction de l'écriture inclusive dans les communications gouvernementales (2025).

### Pistes de solution → Ce que les jeunes demandent

Voici ce qu'au fil des GCJ les jeunes demandent aux décideur·euses en matière de diversité sexuelle et de genre :

- Viser l'objectif d'éradiquer l'homophobie et la transphobie dans les écoles.
- Favoriser la désignation non genrée des personnes dans toutes les institutions publiques.
- Mieux former les personnels scolaires et institutionnels aux questions de la diversité sexuelle, d'identités et d'expression de genre.
- Mettre en place des groupes de discussion qui soient des espaces sûrs exempts d'intimidation pour les jeunes LGBTQIA2S+.
- Bonifier l'accès financier et géographique aux services de santé pour les jeunes trans (évaluation, chirurgie, suivis, etc.).

## 3.4 Un racisme de plus en plus décomplexé

- Dans les dernières années, plusieurs facteurs ont eu pour effet d'alimenter une expression décomplexée de discours et d'attitudes racistes au Québec et un sentiment d'exclusion chez beaucoup de Québécoises et Québécois racisé-es.
  - À de nombreuses reprises, des politicien·nes ont fait une **association entre l'immigration et les problèmes sociaux du Québec** (services publics, criminalité, logement, etc.).<sup>18-20-48</sup> Par exemple, en juin 2024, le premier ministre Legault déclarait que « 100% du problème de logement vient de l'augmentation d'immigrants temporaires. »<sup>45</sup>
  - On assiste au Québec depuis plus de 15 ans à une surenchère sur la question du **port de signes religieux** (charte des valeurs, lois 69, 21 et 94, prières de rue, CPE, élèves).
  - Ces dernières années, certains discours politiques ont contribué à alimenter des inquiétudes d'ordre moral et identitaire en présentant l'islam comme une source potentielle de menace pour la société québécoise. À titre d'exemple, le premier ministre a fait de la lutte contre une prétendue montée des « islamistes radicaux » l'une de ses priorités, les associant à une volonté d'imposer leurs valeurs, de contester celles du Québec et de remettre en cause le droit des femmes à l'égalité.<sup>9</sup> À la suite des manquements graves observés à l'école Bedford, la notion d'« entrisme religieux » s'est également imposée dans l'espace public, laissant entendre l'existence d'une infiltration religieuse organisée au sein des institutions. Ce registre de discours s'inscrit dans des courants idéologiques déjà bien établis, qui présentent certaines dynamiques migratoires comme des menaces culturelles ou identitaires, malgré l'absence de fondements empiriques solides.<sup>51</sup>
  - Malgré les demandes répétées des peuples autochtones et de plusieurs acteurs de la société civile, le gouvernement ne reconnaît pas jusqu'à aujourd'hui **le concept de racisme systémique et le principe de Joyce**.<sup>20</sup>
- Selon un sondage Angus-Reid de 2023, on trouve un sentiment islamophobe plus important au Québec qu'ailleurs au Canada<sup>1</sup> :
  - 52 % des Québécois·es ont une opinion défavorable de l'islam (c. 36 % ailleurs au Canada);
  - 30 % des Québécois·es ont une opinion très défavorable de l'islam (c. 16 % ailleurs au Canada).



## Coup d'œil sur l'immigration récente

Puisque la question du racisme touche de près celle de l'immigration, voici quelques données sur l'immigration récente pour mieux comprendre le contexte entourant la montée de l'intolérance.

Le Québec a accueilli **une immigration record depuis 2021**. En 2023, le Québec a atteint un taux d'accroissement migratoire de 23 pour 1000, un des taux les plus élevés parmi l'ensemble des pays de l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Depuis 1950, des taux semblables ont été observés seulement lors d'événements exceptionnels, par exemple en Israël dans les années 1960 ou après la chute des régimes soviétiques au tournant des années 1990.<sup>40</sup>

Cela étant dit, il est important de distinguer entre deux grandes catégories d'immigration. La première, **l'immigration permanente**, s'est maintenue sensiblement aux mêmes niveaux historiques pour le Québec avec 59 426 personnes accueillies en 2024.<sup>40</sup> La seconde, **l'immigration temporaire**, a connu une très importante croissance. Celle-ci est passée de 62 631 en 2019 à 103 736 en 2024, avec une année record de 152 053 en 2023.<sup>30</sup> **Le nombre de résidents temporaires au Québec a ainsi plus que doublé**, passant de 265 574 en 2021 (3<sup>e</sup> trim.) à 562 312 en 2025 (3<sup>e</sup> trim.).<sup>53</sup> L'immigration temporaire rassemble les travailleur-euses étrangers temporaires (44 %), les demandeurs d'asile (29 %), les étudiants internationaux (12 %) et les détenteurs de permis de travail et d'études (10 %).<sup>30</sup>

Selon l'économiste Pierre-Carl Michaud, la **croissance de l'immigration temporaire s'explique** par la levée de restrictions à l'immigration autour de 2016 et par le manque de coordination entre les paliers de gouvernement provincial et fédéral, l'immigration étant une compétence partagée entre Québec et Ottawa.<sup>14</sup> La croissance du nombre de demandeurs d'asile s'explique aussi par un contexte international de plus en plus hostile aux réfugiés et par l'arrivée au pouvoir aux États-Unis de la première administration Trump en 2016, qui a mis en place des politiques agressives de déportation.<sup>44</sup>

## Pistes de solution → Ce que les jeunes demandent

Voici ce qu'au fil des GCJ les jeunes demandent aux décideur·euses en matière de diversité et d'inclusion :

- Faire la promotion de la diversité
  - Soutenir financièrement les événements, les ateliers ou les campagnes de sensibilisation aux différentes diversités (genre, culture, santé mentale, poids, etc.) vécus par les jeunes.
  - Faire plus de campagnes de sensibilisation à la diversité.
  - Faire de la sensibilisation à la diversité et à l'ouverture en prévention dès le primaire.
  - Enseigner les questions liées à la diversité, aux préjugés et à la discrimination dans les cours.
  - Mieux former les personnels scolaires et institutionnels aux réalités vécues par les jeunes.
- Écouter les jeunes et prendre leurs idées en considération
  - Créer des opportunités et des espaces où les jeunes peuvent s'exprimer (groupes de discussion, forums, etc.).
  - Inclure les jeunes dans les décisions qui les concernent.
  - Consulter les jeunes afin que les élu·es aient une meilleure compréhension des réalités et des enjeux jeunesse.
  - Outiller et sensibiliser les jeunes à la participation citoyenne et à la politique dès le plus jeune âge.



# Annexe 1

## Comment les demandes financières sont-elles calculées?

Les demandes financières ne sont pas toutes calculées de la même manière par les différents regroupements.

- Les demandes du RACQ, du RERAQ et du ROCLD sont calculées à partir des montants demandés par les organismes terrain dans leur demande de financement à la mission auprès du ministère auquel ils sont rattachés (MEQ ou MSSS). Le financement mission actuel est soustrait des montants demandés pour arriver à la demande financière.
- Les demandes du RMJQ et du ROCQTR sont calculées à partir du seuil plancher revendiqué pour le secteur multiplié par le nombre d'organismes membres. Le financement actuel est soustrait de ce montant pour arriver à la demande financière.

Le RACQ, le RMJQ, le ROCQTR, le Regroupement des écoles de rue autonomes du Québec (RERAQ), le Regroupement des organismes communautaires québécois de lutte au décrochage (ROCLD) et le ROCAJQ appuient tous la démarche des seuils planchers du Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA). Les demandes financières varient selon l'application différente des seuils planchers d'un secteur à l'autre.

- La demande du ROCLD est basée sur un seuil plancher unique pour le secteur adopté en 2023.
- Les seuils planchers du RMJQ et du ROCQTR sont basés sur un autre salaire de référence que l'indicateur proposé par le RQ-ACA. Le salaire de référence est déterminé à partir de titres d'emploi se rapprochant des emplois en maisons des jeunes et en organismes communautaires en travail de rue.
- Le RMJQ et le ROCQTR ont un seuil plancher revendiqué pour le secteur, mais les montants demandés par membres peuvent varier en fonction du nombre de postes équivalents à temps plein (ETP).
- Le RACQ et le RERAQ sont actuellement en démarche vers l'application des seuils planchers du RQ-ACA dans leur secteur. Le RACQ appliquait déjà des seuils planchers de financement avant la démarche.

La demande financière d'Interjeunes inclut également les besoins financiers d'une dizaine d'organismes d'ACA financés au PACTE qui ne sont pas membres d'un regroupement d'Interjeunes.

# Références

1. Angus Reid. (2023, 12 mars). *Islamophobia in Canada : Four mindsets indicate negativity is nationwide, most intense in Quebec*. [Sondage]. <https://angusreid.org/islamophobia-canada-quebec/>
2. Banques alimentaires Canada. (2025). [Bilan-faim 2025] *Statistiques des utilisateurs – QC*. <https://foodbankscanada.ca/fr/la-faim-au-canada/bilan-faim/statistiques-des-utilisateurs/qc/>
3. Boucher, G. (2025, 27 octobre). *Forte augmentation des inégalités de revenus depuis la pandémie au Québec*. Observatoire québécois des inégalités. <https://observatoiredesinegalites.com/forte-augmentation-des-inegalites-de-revenu-depuis-la-pandemie-au-quebec/>
4. Brassard-Lecours, G. et Isaac Peltz. (2025, 2 juillet). *Se loger autrement : des solutions durables à la crise du logement*. *Pivot*. <https://pivot.quebec/2025/07/02/se-loger-autrement-des-solutions-durables-a-la-crise-du-logement/>
5. Brouillette, M. et coll. (2023, novembre). *L'alimentation scolaire au Québec : état des lieux, perspectives et pistes d'action*. Chantier pour un programme d'alimentation scolaire universel au Québec. [https://b75a05c1-96b6-4235-8956-c252638c945c.filesusr.com/ugd/380151\\_66e744dc5a18410d9c4ae4a56a8b0a22.pdf](https://b75a05c1-96b6-4235-8956-c252638c945c.filesusr.com/ugd/380151_66e744dc5a18410d9c4ae4a56a8b0a22.pdf)
6. Bureau d'Animation et d'Information Logement. (2025, 4 décembre). *Un nombre inquiétant d'évictions malgré la présence d'un moratoire, dénonce le BAIL de Québec*. <https://www.lebail.qc.ca/un-nombre-inquietant-deviction-malgre-la-presence-dun-moratoire-denonce-le-bail-de-quebec/>
7. Carrier, Léa. (2025, 16 janvier). *Étude de l'organisme GRIS-Montréal. L'inconfort face à la diversité sexuelle en hausse chez les jeunes*. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/actualites/education/2025-01-16/etude-de-l-organisme-gris-montreal/l-inconfort-face-a-la-diversite-sexuelle-en-hausse-chez-les-jeunes.php>
8. Chamberland, L. citée dans Côté, S (2024, 17 mai). *La communauté LGBTQ+ inquiète du recul de ses droits*. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2073681/communaute-lgbtq-recul-droits>
9. Chouinard, T. (2025, 1<sup>er</sup> octobre). *Legault cible les syndicats et les « islamistes radicaux »*. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2025-10-01/discours-d-ouverture-de-la-session-a-quebec/legault-cible-les-syndicats-et-les-islamistes-radicaux.php>
10. Coalition Interjeunes. (2025, 9 décembre). *Connaitre, reconnaître et valoriser les métiers d'ACA jeunesse*. <https://interjeunes.org/connaitre-reconnaitre-et-valoir-les-metiers-daca-jeunesse/>
11. Coalition Interjeunes. (2024). *Rapports d'impact de l'action communautaire autonome jeunesse*. <https://interjeunes.org/etude-dimpact/>
12. Coalition Interjeunes. (2024). *Rapports des Grandes Consultations Jeunesse*. <https://interjeunes.org/rapports-des-grandes-consultations-jeunesse/>
13. Collectif pour un Québec sans pauvreté. *Revendications*. <https://www.pauvrete.qc.ca/revendications/>

14. Colpron, S. (2025, 14 mai). Réduction de l'immigration temporaire. Le souhait de Québec est « irréaliste », selon un rapport. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/actualites/2025-05-14/reduction-de-l-immigration-temporaire/le-souhait-de-quebec-est-irrealiste-selon-un-rapport.php>
15. Côté, G. (2022, 28 septembre). Le ministre Jean Boulet affirme que 80 % des immigrants « ne travaillent pas, ne parlent pas français ». *Le Journal de Montréal*. <https://www.journaldemontreal.com/2022/09/28/le-ministre-jean-boulet-affirme-que-80-des-immigrants-ne-travaillent-pas-ne-parlent-pas-francais>
16. CPNSSS. (2025, 15 août). *Titres d'emploi, salaires et primes*. Comité patronal de négociation du secteur de la santé et des services sociaux : <https://cpnsss.gouv.qc.ca/titres-demploi-et-salaires>
17. CROP. (2025, 24 avril). *La masculinité toxique chez les jeunes hommes au Canada*. <https://crop.ca/fr/blogue/2025/04/24/la-masculinite-toxique-chez-les-jeunes-hommes-au-canada/>
18. Dumas, A. (2025, 17 septembre). La construction de l'autre à l'Assemblée nationale : Liste détaillée. *Presse-toi à gauche!*. <https://www.pressegauche.org/La-construction-de-l-autre-a-l-Assemblee-nationale-Liste-detaillee>
19. Fondation Béati et Fondation Inspirit. (2025). *Islamophobie et philanthropie : Agir ensemble pour changer les narratifs*. [https://www.fondationbeati.org/wp-content/uploads/2025/10/2025\\_Rapport\\_ProjetIslamophobie\\_Final.pdf](https://www.fondationbeati.org/wp-content/uploads/2025/10/2025_Rapport_ProjetIslamophobie_Final.pdf)
20. Fortin, M. (2024, 27 mars). *Lutte au racisme : 4 ans plus tard, où en est le Québec ?*. Institut de recherche et d'informations socioéconomiques. <https://iris-recherche.qc.ca/blogue/inegalites-de-genre-et-raciales/lutte-racisme-quebec/>
21. Front d'action populaire en réaménagement urbain. (2025, 11 décembre). *Rapport de la SCHL : La pénurie de logements se résorbe, mais la crise s'aggrave dangereusement*. [Communiqué]. <https://www.frapru.qc.ca/schl2025/>
22. Front d'action populaire en réaménagement urbain. (2022, décembre). *Crises du logement et droits humains au Québec. Rapport à la Défenseure fédérale du droit au logement*. <https://www.frapru.qc.ca/wp-content/uploads/2022/12/RapportCriseLogementDroitsHumains.pdf>
23. Girard, M. (2024, 18 octobre). Bond des 74 % en 5 ans du prix des maisons unifamiliales au Québec. *Journal de Montréal*. <https://www.journaldemontreal.com/2024/10/19/devenir-propretaire-coute-plus-de-600--par-mois>
24. Gravel, A.-S. (2025, 24 octobre). Quand l'itinérance devient une question de l'urne. *Pivot*. <https://pivot.quebec/2025/10/24/quand-litinerance-devient-une-question-de-lurne/?vgoee=zLWcba4gf0%2FzaRLdmD4n4bx73yZbBtuMkwp616tp9%2BU9NGM%3D%3A1KLdH4%2F2po7fzVnB7MI3lwbBDMfzLKDI>
25. Hébert, G. et J. Posca. (2023, 29 juin). *Crise du logement : un marché locatif en manque d'encadrement*. Institut de recherche et d'informations socioéconomiques. <https://iris-recherche.qc.ca/publications/logement-2023/>
26. Institut national de santé publique du Québec. (2025, 19 septembre). *Décès reliés à une intoxication suspectée aux opioïdes ou autres drogues au Québec, juillet 2017 à juin 2025*. Gouvernement du Québec. <https://www.inspq.qc.ca/substances-psychoactives/opioides/surdose/deces-intoxication/intoxication-suspectee>

27. Institut national de santé publique du Québec. (2025, 19 septembre). *Indicateurs d'intoxications suspectées aux opioïdes ou autres drogues au Québec*. Gouvernement du Québec. <https://www.inspq.qc.ca/substances-psychoactives/opioides/surdose/indicateurs-intoxications-suspectees>
28. Institut de la statistique du Québec. (2025, 08 août). *Rémunération horaire des employés et employées à temps plein*. <https://statistique.quebec.ca/vitrine/15-29-ans/theme/emploi/remuneration-horaireemployes-temps-plein>
29. Institut de la statistique du Québec. (2025, 20 juin). *Mode d'occupation du logement : ménages propriétaires (avec et sans hypothèques) et locataires (logement subventionné ou non) selon différents découpages géographiques, ménages privés, Québec, 2001-2021*. [https://statistique.quebec.ca/fr/document/proprietaires-locataires/tableau/mode-occupation-logement-menages-privés-agricoles-hypothèque-logement-subventionné-différents-découpages-géographiques-quebec#tri\\_pivot\\_an=197&tri\\_pivot\\_tertr=87&tri\\_mesr=2199](https://statistique.quebec.ca/fr/document/proprietaires-locataires/tableau/mode-occupation-logement-menages-privés-agricoles-hypothèque-logement-subventionné-différents-découpages-géographiques-quebec#tri_pivot_an=197&tri_pivot_tertr=87&tri_mesr=2199)
30. Institut de la statistique du Québec. (2025, mai). *Le bilan démographique du Québec. Édition 2025*. <https://statistique.quebec.ca/en/fichier/bilan-demographique-quebec-edition-2025.pdf>
31. Institut de la statistique du Québec. (2025, 30 avril). *Vitrine statistique sur le développement durable. Besoins impérieux en logement*. <https://statistique.quebec.ca/vitrine/developpement-durable/strategie-2023-2028/participation-de-tous/besoins-imperieux-logement?onglet=faits-saillants-et-graphiques>
32. Institut de la statistique du Québec. (2024). *Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire. Résultats de la troisième édition – 2022-2023*. Gouvernement du Québec. <https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/enquete-quebecoise-sante-jeunes-secondaire-2022-2023.pdf>
33. Ipsos. (2025, 6 mars). *Progress and Polarization : Global Attitudes Toward Gender Equality in 2025*. [Sondage]. <https://www.ipsos.com/en-ca/international-womens-day-2025>
34. La Presse canadienne. (2025, 16 janvier). *L'intolérance face aux personnes LGBTQ+ augmente dans les écoles du Québec*. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2133099/intolerance-lgbtq-ecoles-quebec>
35. Léger Marketing. (2025, 1<sup>er</sup> décembre). *La faim est si vite arrivée*. [Sondage]. <https://cdn.ca.yapla.com/company/CPYNFnbFAx42fDciBH3JInUB/asset/files/Salle%20de%20presse/10014025-Rapport%20La%20guignol%C3%A9e%20des%20m%C3%A9dias%202025.pdf>
36. Les banques alimentaires du Québec. (2025). *Bilan-faim : Québec 2025*. [https://banquesalimentaires.org/wp-content/uploads/2025/10/Bilan-faim\\_2025.pdf](https://banquesalimentaires.org/wp-content/uploads/2025/10/Bilan-faim_2025.pdf)
37. Les banques alimentaires du Québec. (2019). *Bilan-faim : Québec 2019*. [https://banquesalimentaires.org/wp-content/uploads/2021/09/BAQ\\_Bilan-Faim-2019.pdf](https://banquesalimentaires.org/wp-content/uploads/2021/09/BAQ_Bilan-Faim-2019.pdf)
38. Les directrices et directeurs de la protection de la jeunesse / directrices et directeurs provinciaux. (2025). *Au-delà d'un signalement. Protéger les enfants collectivement. Bilan des directrices et directeurs de la protection de la jeunesse / directrices et directeurs provinciaux 2025*. Gouvernement du Québec. [http://ciusss-centresudmtl.gouv.qc.ca/sites/ciusscsmtl/files/media/document/Actu\\_2025\\_06\\_19\\_BilanDPJ.pdf](http://ciusss-centresudmtl.gouv.qc.ca/sites/ciusscsmtl/files/media/document/Actu_2025_06_19_BilanDPJ.pdf)
39. Meloche-Holubowski, M. (2024, 15 avril). *Le quart des décès chez les jeunes adultes au Canada causés par les opioïdes*. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2063885/opioides-deces-morts-canada-jeunes-adultes-2021#:~:text=Le%20nombre%20d'ann%C3%A9es%20de,les%2030%20%C3%A0%2039%20ans>

40. Michaud, P.-C. (2025, février). *Orientations de planification pluriannuelle de l'immigration au Québec*. [Avis d'expert au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration]. [https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/immigration/publications-adm/rapport/AVI\\_OrientationsPlanifPlurImm\\_PCMichaud\\_Fev2025.pdf](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/immigration/publications-adm/rapport/AVI_OrientationsPlanifPlurImm_PCMichaud_Fev2025.pdf)
41. Ministère de l'Éducation. (2023). *Taux de sorties sans diplôme ni qualification au secondaire*. Gouvernement du Québec. [https://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site\\_web/documents/PSG/statistiques\\_info\\_decisionnelle/Taux-sortie-sans-diplome-2023.pdf](https://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/PSG/statistiques_info_decisionnelle/Taux-sortie-sans-diplome-2023.pdf)
42. Ministère de la Santé et des Services sociaux. (2023). *Tout le monde compte. Dénombrement des personnes en situation d'itinérance visible au Québec. Rapport de l'exercice du 11 octobre 2022*. Gouvernement du Québec. <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2023/23-846-05W.pdf>
43. Obad-Fathallah, H. (2023). *L'autonomie des organismes d'action communautaire autonome (ACA) au Québec : Définition et facteurs d'influence*. [Cahier synthèse]. Observatoire de l'ACA. [https://observatoireaca.org/wp-content/uploads/2024/03/Autonomie\\_Definition\\_Synthese.pdf](https://observatoireaca.org/wp-content/uploads/2024/03/Autonomie_Definition_Synthese.pdf)
44. Paquet, M., Deschamps-Band, M. et Schertzer R. (2022). Les demandeurs d'asile et les relations intergouvernementales. Dans M. Paquet (dir.), *Nouvelles dynamiques de l'immigration au Québec*. Les Presses de l'Université de Montréal.
45. Plourde, A. (2024, 28 août). *Les fausses nouvelles du gouvernement Legault sur l'immigration*. Institut de recherche et d'informations socioéconomiques. <https://iris-recherche.qc.ca/blogue/immigration/legault-immigration-bouc-emissaire/>
46. Plourde, A. (2023, août). *Un programme universel d'alimentation scolaire pour le Québec. État des lieux, bienfaits et estimation des coûts*. Institut de recherche et d'informations socioéconomiques. <https://iris-recherche.qc.ca/wp-content/uploads/2023/08/PASUQ-WEB.pdf>
47. Poiré, A.-S. (2023, 8 novembre). Le féminisme est une stratégie des femmes pour contrôler la société, selon 20 % des jeunes Québécois. *24 heures*. <https://www.24heures.ca/2023/11/08/le-feminisme-est-une-strategie-des-femmes-pour-controler-la-societe-selon-20-des-jeunes-quebecois>
48. Posca, J. (2025, 20 août). *Criminalité chez les jeunes : quand PSPP déforme la réalité*. Institut de recherche et d'informations socioéconomiques. <https://iris-recherche.qc.ca/blogue/autre/criminalite-jeunes/>
49. Posca, J. (2025, 5 juin). *Hausse du chômage des jeunes : la faute à l'immigration?*. Institut de recherche et d'informations socioéconomiques. <https://iris-recherche.qc.ca/blogue/travail-et-emploi/emploi-jeunes-immigrants/>
50. Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec. (2024). *Les loyers explosent, un contrôle s'impose!*. [Campagne]. <https://rclalq.qc.ca/campagne/loyers-explosent/>
51. Roy, Alain. (2023). *Les déclinistes : Ou le délire du « grand remplacement »*. Les Éditions Écosociété.
52. Sauvé, M.-R. (2023, 18 octobre). Six jeunes Québécois sur dix ne font pas confiance aux médias. *Le Journal de Montréal*. <https://www.journaldemontreal.com/2023/10/18/6-jeunes-sur-10-ne-font-pas-confiance-aux-medias>

53. Statistiques Canada. (2025, 17 décembre). *Estimations du nombre de résidents non permanents par type, trimestrielles*. (Tableau noo 17-10-0121-01) [Jeu de données]. <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=1710012101>
54. Statistique Canada. (2025, 08 août). *Salaire hebdomadaire moyen, taux de salaire horaire et heures habituelles hebdomadaires moyennes selon la situation syndicale, données annuelles*. (Tableau noo 14-10-0134-01) [Jeu de données]. <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1410013401&pickMembers%5B0%5D=1.6&pickMembers%5B1%5D=4.1&cubeTimeFrame.startYear=2020&cubeTimeFrame.endYear=2024&referencePeriods=20200101%2C20240101>
55. Statistiques Canada. (2025, 29 juillet). *Carrefour de renseignements déclarés par la police. Crimes haineux au Canada*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/71-607-x/71-607-x2024013-fra.htm>
56. Statistiques Canada. (2025, 22 juillet). *Crimes haineux déclarés par la police, nombre d'affaires et taux pour 100 000 habitants, provinces, territoires, régions métropolitaines de recensement et Police militaires des Forces canadiennes* (Tableau no 35-10-0191-01) [Jeu de données]. <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3510019101>
57. Statistiques Canada. (2025, 1<sup>er</sup> mai). *Insécurité alimentaire selon certaines caractéristiques démographiques* (Tableau noo 13-10-0835-01) [Jeu de données]. <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1310083501&pickMembers%5B0%5D=1.1&cubeTimeFrame.startYear=2019&cubeTimeFrame.endYear=2023&referencePeriods=20190101%2C20230101>
58. Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles. (2025, 28 novembre). *Indexation des subventions : Sans l'ICFC, les OCASSS s'appauvriront encore en 2026*. <https://trpocb.org/indexation-sans-icfc-2026/>
59. Touzin, C. (2025, 16 septembre). Une « tempête parfaite ». *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/actualites/morts-de-sans-abri/record-tragique-au-quebec/2025-09-16/une-tempete-parfaite.php>



[interjeunes.org](http://interjeunes.org)